

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/JV

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la COMMUNAUTÉ URBAINE DE DUNKERQUE  
de respecter les dispositions des articles 17.2, 17.3 et 17.4 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2002  
pour son centre de valorisation organique de DUNKERQUE**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mars 2002 délivré à la COMMUNAUTÉ URBAINE DE DUNKERQUE pour l'exploitation d'un centre de valorisation organique (CVO) sur le territoire de la commune de DUNKERQUE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu la visite réalisée par l'inspection des installations classées le 13 mai 2025 ;

Vu le rapport du 11 juillet 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courriel du 17 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 17 juillet 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 15 octobre 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. l'article 17.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2002 prévoit que l'entretien des robinets d'incendie armés (RIA) doit être annuel et complet ;
2. l'article 17.3 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2002 prévoit que la défense extérieure contre l'incendie est assurée par 2 poteaux en mesure de délivrer un total de 120 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures en simultané ;
3. l'article 17.4 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2002 prévoit que « Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement » ;
4. le rapport de vérification périodique du 4 octobre 2024, établi par SECURI PLUS FRANCE, montre que certains robinets d'incendie armés (RIA) n'ont pas été contrôlés et que d'autres présentent des écarts non encore corrigés plusieurs mois après la visite ;
5. lors de la vérification périodique du 4 octobre 2024, réalisée par SECURI PLUS FRANCE, les débits des poteaux incendie n'ont pas été vérifiés de façon à s'assurer que le débit simultané sur 2 poteaux était bien supérieur à 120 m<sup>3</sup>/h et lors de l'inspection du 13 mai 2025, il a été constaté l'indisponibilité d'un des 2 poteaux (n°3), car en raison de travaux des grilles en empêchaient l'accès ;
6. les vérifications périodiques des matériels de détection et de lutte contre l'incendie sont annuelles et plusieurs mois après leur détection, les écarts relevés le 4 octobre 2024 par SECURI PLUS FRANCE sur les exutoires de fumée, les RIA et les extincteurs ne sont toujours pas levés, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan d'action visant à leur traitement ;
7. ces constats constituent des non-conformités aux prescriptions des articles 17.2, 17.3 et 17.4 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2002 ;
8. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la COMMUNAUTÉ URBAINE DE DUNKERQUE de respecter les prescriptions des articles 17.2, 17.3 et 17.4 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2002 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Objet

La COMMUNAUTÉ URBAINE DE DUNKERQUE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé Pertuis de la Marine, BP 5530 à 59386 DUNKERQUE Cedex 1, est mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions des articles 17.2, 17.3 et 17.4 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2002, **dans un délai 3 mois**, à compter de la date de notification du présent arrêté, sur les installations du centre de valorisation organique (CVO) qu'elle exploite rue Alexis Carrel, ZI de Petite-Synthe sur le territoire de la commune de DUNKERQUE.

### Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de DUNKERQUE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de DUNKERQUE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le 15 DEC. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

